

e-rjcp

Revue électronique - jurisprudence de la commande publique

Code des marchés publics et ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005

Revue hebdomadaire
sauf périodes de congés

40 n° annuels
Distribution par courriel
ISSN : 1958-5519

Diffusion par Localjuris
Formation
5, rue Henry Chambellan
21000 DIJON
SARL au capital social de
7 500 euros –
n° SIRET
447 717 943 00016 R.C.S.
Dijon
Fax : 03.80.56.87.76,
Téléphone 06.30.43.87.69
Site internet :
<http://www.localjuris.com.fr>

Gérant et directeur de
publication
Dominique Fausser

Abonnement annuel
- individuel : 120 € TTC
- pour les personnes morales
avec libre droit de
reproduction interne à leurs
personnels et dirigeants :
250 € TTC par tranche
commencée de 250 salariés
en effectif total de
l'établissement ou de
l'organisme public
ordonnateur, plafonné à
1.000 euros.
- vente au n° 15 € TTC

Décisions Référence et indice de classement d'apport au droit positif de * à *****	Sommaire des thèmes traités et des commentaires	Pages
Commentaires détaillés		
*****	<p>► Thème : - Recherche de références défavorables à une entreprise après que la CAO ait choisi son offre. - Classement sans suite de l'offre non notifiée et manœuvres pour éliminer l'entreprise des relances de la consultation. - Délit de favoritisme.</p> <p>Conseils pratiques aux entreprises. Conseils pratiques aux exécutifs locaux.</p>	3 à 6
****	<p>► Thème : - Elimination fautive d'une entreprise en se fondant uniquement sur l'existence de litiges l'opposant au maître d'oeuvre.</p> <ol style="list-style-type: none">1. L'examen global de la candidature : une solution déjà dégagée par la jurisprudence en délégation de service public.2. Le cas particulier des mauvaises exécutions précédentes auprès du même acheteur.3. La difficile investigation par l'acheteur des mauvaises références et le cas particulier des travaux.4. Les référés, seules voies de droit efficace pour les entreprises irrégulièrement éliminées au stade de la candidature. <p>Conseils pratiques aux pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices. Conseils pratiques pour les candidats.</p>	7 à 11
***	<p>► Thème : - Réalisation d'une tranche de travaux sans marché signé par le pouvoir adjudicateur. - Comportement du pouvoir adjudicateur ayant donné des assurances à l'entreprise quant à la réalisation du projet. - Abandon du projet sans réels motifs d'intérêt général. - Indemnisation partielle de l'entrepreneur.</p> <ol style="list-style-type: none">1. Rappel de la jurisprudence sur l'indemnisation des travaux engagés sans ordre de service ou sans contrat.2. Un comportement fautif du maître d'ouvrage faisant croire à l'attribution d'une seconde tranche de travaux.3. Une solution équitable d'indemnisation qui pose la question de l'assiette des indemnisations : sur les dépenses utiles ou au titre des besoins utiles ? <p>Conseils aux acheteurs publics. Conseils aux entreprises.</p>	12 à 16
***	<p>► Thème : - Marché de développement informatique. - Élimination d'une candidature pour absence de référence en utilisation d'un type de gestionnaire de base de données.</p> <p>Conseils pratiques au pouvoir adjudicateurs soumis au Code des marchés publics et ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005.</p>	17 à 18
***	<p>► Thème : - Article 41.3 du CCAG « travaux » et silence de la personne responsable du marché pour décider de la réception ou non de l'ouvrage. - Référés provision. - Réception et garanties contractuelles.</p> <ol style="list-style-type: none">1. La date de réception et les garanties.2. La réception tacite par inaction de la personne responsable du marché. <p>Conseils pratiques aux entrepreneurs. Conseils pratiques aux maîtres d'ouvrages publics.</p>	19 à 22

Commentaires simplifiés

****	▶ Thème : - <i>Délit de favoritisme prononcé à l'encontre d'un directeur municipal ayant suggéré au prestataire chargé d'établir le rapport d'analyse des offres, de modifier le sens des conclusions qui lui avaient été transmises dans un pré-rapport, concernant deux entreprises dont l'ordre de classement était proche.</i>	23 à 25
****	▶ Thème : - <i>Directeur opérationnel d'une société d'économie mixte de fait, par contrat de gérance interposée.</i> - <i>Directeur opérationnel condamné pour délit de favoritisme.</i>	26 à 27
***	▶ Thème : - <i>Ordonnance de visite et de saisie de documents pour une présomption d'entente lors de procédures de marchés publics.</i> - <i>Caractère inopérant d'une annulation par le juge administratif de l'un des marchés concernés.</i>	28 à 31
***	▶ Thème : - <i>Mission de maîtrise d'oeuvre.</i> - <i>Supplément pour une mission OPC.</i>	32 à 34
**	▶ Thème : - <i>Intempéries n'excédant pas le forfait des dispositions contractuelles.</i>	35 à 37
****	▶ Thème : - <i>Partie d'un pli arrivé hors délais dans une procédure d'appel d'offres.</i> - <i>Société concernée n'étant pas considérée comme candidate au marché et dépourvue d'intérêt à agir en référé précontractuel.</i>	38 à 39
Auteur Dominique Fausser		
Bon de commande de l'abonnement		40